

Armand Héroguel

***Quels critères pour  
évaluer la qualité de la  
traduction en justice?***

# Plan

- Délimitation de l'objet:
  - Définitions de travail
  - Particularités de la traduction judiciaire
- Qu'est-ce que la qualité?
- Mise en place d'une démarche-qualité

# La traduction judiciaire

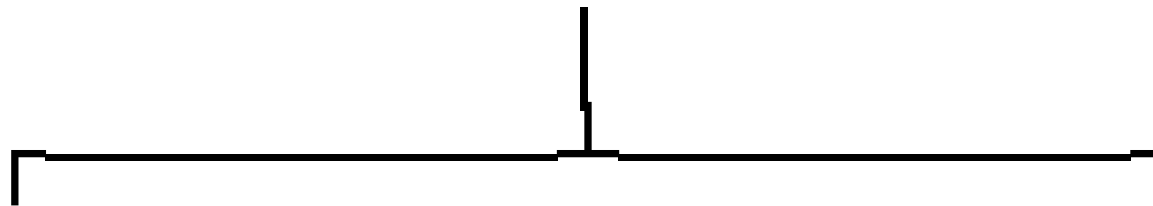
juridique

≠

judiciaire

# La justice en France

organisation juridictionnelle

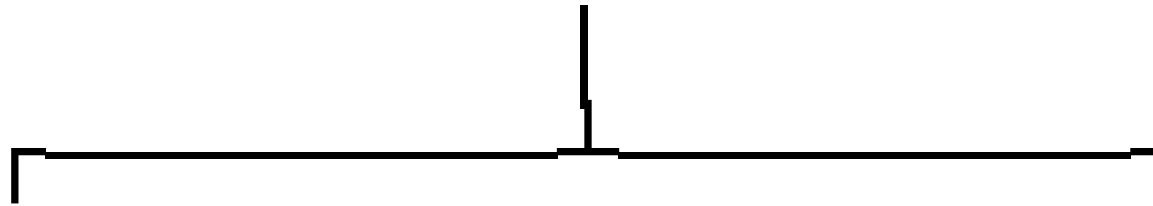


ordre administratif

ordre judiciaire

# La justice en France

organisation juridictionnelle

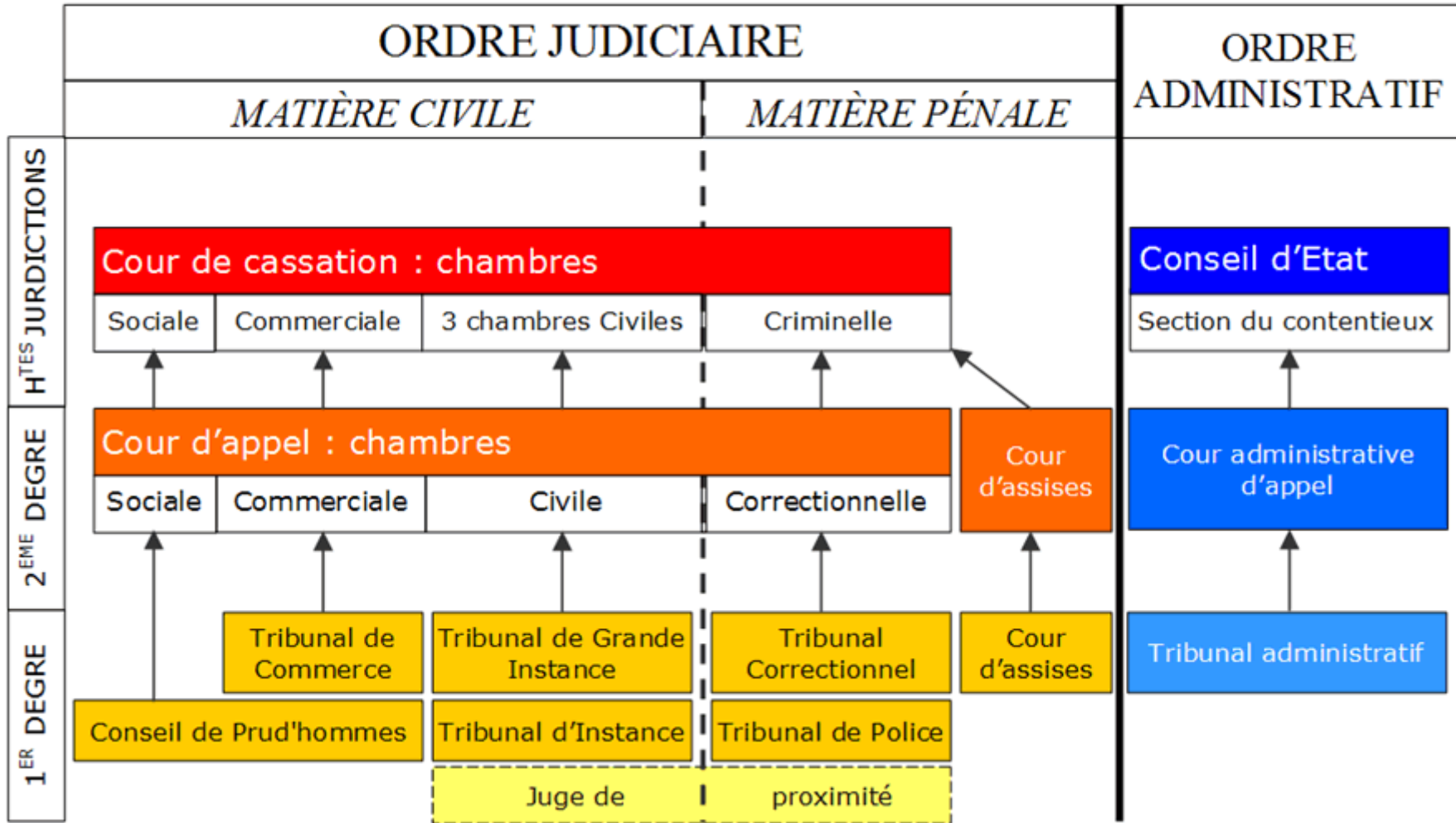


ordre administratif

ordre judiciaire

# L'ordre judiciaire

## ORGANISATION JURIDICTIONNELLE NATIONALE FRANCAISE



# Le traducteur

Longtemps confondu avec l'interprète  
(même s'il y a aujourd'hui différence formelle)

“Traducteur-expert”

# La place de l'intermédiaire linguistique

art. R.122 CPP

[...]

Les traductions par oral sont payées à l'heure de présence dès que l'interprète est mis à disposition du **procureur de la République**, des **officiers de police judiciaire** ou de leurs **auxiliaires**, des **juges d'instruction** ou des **juridictions répressives**. [...]



# Ce que ne dit pas l'art. R122 CPP

- Au civil: divorce (souvent dans le cadre de l'AJ) et adoption
- Au pénal: JLD, douanes, équipement, etc.
- Autres: juge pour enfants
- En qualité de sapiteur

# Prédominance du pénal ... mais pas seulement

1. Droit pénal
2. Procédure pénale

mais aussi

3. médecine (traumatologie)
4. chimie (notamment celle des stupéfiants)
5. technique automobile

# Quel droit pénal?

## Éléments entrant en ligne de compte:

Nationalité

Langue

Type d'infraction

Sociologie criminelle

# Le droit pénal, mais pas tout le droit pénal (classification de Crocq, 2009)

1. Les atteintes aux personnes
2. Les atteintes à la famille et à l'enfance
3. Les atteintes à la propriété
4. Les atteintes à l'égalité. Les atteintes à l'ordre et à la probité publics
5. Les faux et la fausse monnaie
6. Les atteintes à l'action de l'administration et de la justice

# Le droit pénal, mais pas tout le droit pénal

7. La protection de la sécurité publique – Les armes – Les infractions militaires
8. **Les étrangers** – Les ambulants
9. **Les stupéfiants** – Les débits de boisson et l'alcoolisme
10. La santé publique – Les professions médicales
11. La consommation – La concurrence – La sécurité alimentaire
12. L'environnement – L'urbanisme

# Le droit pénal, mais pas tout le droit pénal

13. Le droit social – L'hygiène et la sécurité du travail
14. Les infractions commerciales et financières – Les professions réglementées
15. La propriété intellectuelle
16. La communication – La presse – L'informatique
17. **La circulation**
18. **Les transports routiers**

# Spécificités du droit pénal

- Le principe de légalité: “*nulla poena sine lege*”
- L'interprétation des textes (art. 111-4 CP):  
    “La loi pénale est d'interprétation stricte.”
- Absence de rétroactivité (ou règle la plus avantageuse)

# La procédure 1/3

“1. Branche de la science du droit ayant pour objet de déterminer les règles d'organisation judiciaire, de compétence, d'instruction des procès et d'exécution des décisions de justice et englobant la procédure administrative, civile et pénale.”

.../...



# La procédure 2/3

“2. Ensemble des règles gouvernant un type de  
procès. [...]”

.../...

# La procédure 3/3

“3. Ensemble des actes successivement accomplis pour parvenir à une décision.”

# La procédure pour le traducteur

Un récit pré-établi où un texte est prévu pour  
chacune des étapes.



mais  
des textes sur papier...

# La qualité en traduction judiciaire

Que prévoit l'autorité judiciaire?

# Que prévoit l'autorité judiciaire?

Peu!

# Que prévoit l'autorité judiciaire? (avant 2004)

- Enquête sur le candidat
- Prestation de serment
- Signature des traductions
- Apposition d'un cachet sur chaque feuille
- Apposition d'une formule à la fin
- Dispositions pénales

# Que prévoit l'autorité judiciaire? (avant 2004)

## Prestation de serment

« Je jure:  
d'apporter mon concours à la Justice,  
d'accomplir ma mission,  
de faire mon rapport,  
de donner mon avis en mon honneur et en ma  
conscience. »



# Que prévoit l'autorité judiciaire? (avant 2004)

Apposition d'un cachet sur chaque feuillet



# Que prévoit l'autorité judiciaire? (avant 2004)

## Apposition d'une formule à la fin

Je soussigné **Armand HÉROGUEL**  
Expert-Traducteur près la cour d'Appel de  
Douai, certifie que cette traduction est  
conforme à { l'acte original  
la photocopie de l'acte } en langue  
Visé par moi le  
**NE VARIETUR :**

# Que prévoit l'autorité judiciaire? (avant 2004)

## Dispositions pénales: art. 434-18 CP

Le fait, par un interprète, en toute matière, de dénaturer la substance des paroles ou documents traduits est puni, selon les distinctions des articles 434-13 et 434-14, de cinq ans d'emprisonnement et 75.000 euros d'amende ou de sept ans d'emprisonnement et 100.000 euros d'amende.

# Que prévoit l'autorité judiciaire? (depuis 2004)

## Décret n°2004-1463 du 23 décembre 2004 relatif aux experts judiciaires

### nouveautés

- obligation de formation
- une première inscription provisoire
- inscription pour cinq ans

# La traduction au pénal

- traduction juridique
- systèmes juridiques différents surtout en droit pénal
- le droit prime sur la langue (similitude avec les ERN => Héroguel, 2009)
- effet de droit est primordial
- le droit comparé occupe une place prépondérante (De Groot, 1987:17)

# Droit comparé et traduction

- comparaison des définitions
- comparaison des régimes
- comparaison des politiques pénales =>  
limite de la traduction
- comparaison n'est pas raison ... on ne  
traduit pas un système mais un texte

# Comparaison des définitions et des régimes

- définitions aristotéliennes: éléments nécessaires et suffisants
- régime: dispositions prises par le législateur dans tel ou tel cas



# Comparaison des définitions: 1<sup>er</sup> exemple

NL: Art. 310 Sr: Hij die enig **goed** dat geheel of ten dele aan een ander toebehoort **wegneemt**, met het oogmerk om het zich **wederrechtelijk** toe te eigenen, wordt, als schuldig aan diefstal, gestraft met gevangenisstraf van ten hoogste vier jaren of geldboete van de vierde categorie.

BE: Art. 461. Sw: Hij die een **zaak** die hem niet toebehoort, **bedrieglijk** **wegneemt**, is schuldig aan diefstal. (Met diefstal wordt gelijkgesteld het bedrieglijk wegnemen van andermans goed voor een kortstondig gebruik.) <W 25-06-1964, art. 1>

BE: Art. 461 CP: Quiconque a **soustrait frauduleusement** une **chose** qui ne lui appartient pas, est coupable de vol. (Est assimilé au vol le fait de soustraire frauduleusement la chose d'autrui en vue d'un usage momentané.) <L 25-06-1964, art. 1>

FR: Art. 311-1 CP: Le vol est la **soustraction frauduleuse** de la **chose** d'autrui.  
Art: 311-2 CP: La soustraction frauduleuse d'énergie au préjudice d'autrui est assimilée au vol.



# Comparaison des définitions: 2<sup>ème</sup> exemple: *stroperij*

NL Art. 314, al. 1 Sr: Hij die, zonder geweld of bedreiging met geweld tegen personen, geheel of ten dele aan een ander toebehorende klei, bagger, ongesneden veen, zand, aarde, grind, puin, mestspeciën, zoden, plaggen, heide, helm, wier, riet, biezen, mos, onbewerkt en niet vervoerd hak- of sprokkelhout, ongeplukte of afgevallen boomvruchten of bladeren, te veld staand gras of te veld staande of na de oogst achtergebleven veldvruchten wegneemt, met het oogmerk om zich die voorwerpen wederrechtelijk toe te eigenen, wordt, als schuldig aan **stroperij**, gestraft met gevangenisstraf van ten hoogste een maand of geldboete van de tweede categorie.

Trad. Tripels (1886): Celui qui, sans violence ou menaces de violence contre des personnes, soustrait de la terre glaise, de la boue, de la tourbe non coupée, du sable, de la terre, du gravier, des gravois, de l'engrais, des gazons, des mottes, de la bruyère, du genêt sauvage, du varech, du roseau, des joncs, de la mousse, du bois coupé ou du bois mort non travaillé et non transporté, des fruits ou des feuilles non cueillies ou tombés, de l'herbe sur pied ou des fruits de la terre sur pied ou laissés après la récolte, appartenant en tout ou en partie à autrui, dans le dessein de s'approprier ces choses illégalement, sera puni, comme coupable de **maraudage** d'un mois au plus ou d'une amende de [*deuxième catégorie*].

# Comparaison des définitions: 2<sup>ème</sup> exemple: *maraudage*

FR: Art. 471 CP 1810: Seront punis d'amende, depuis un franc jusqu'à cinq francs inclusivement,

[...]

9° Ceux qui, sans autre circonstance prévue par les lois, auront cueilli ou mangé, sur le lieu même, des fruits appartenant à autrui ;

10° Ceux qui, sans autre circonstance, auront glané, râtelé ou grappillé dans les champs non encore entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes, ou avant le moment du lever ou après celui du coucher du soleil ;

[...]

(modif. ord. 58-1297 du 23 déc. 1958)

Cornu (1990:500): “**Maraudage** - [...] Vol de récoltes ou autres productions utiles de la terre non encore détachées du sol.”

BE: Art. 557 Sw: Zij die veldvruchten of andere nuttige voortbrengsels van de bodem die nog niet los van de grond zijn, roven ... (“moeskoppen” sinds 1 april 2005 algemene gemeentelijke sancties)

# Comparaison des définitions: 3<sup>ème</sup> exemple: *knevelarij*

NL Art. 366 Sr: De ambtenaar die in de uitoefening van zijn bediening, als verschuldigd aan hemzelf, aan een ander ambtenaar of aan enige openbare kas, vordert of ontvangt of bij een uitbetaling terughoudt hetgeen hij weet dat niet verschuldigd is, wordt, als schuldig aan knevelarij, gestraft met gevangenisstraf van ten hoogste zes jaren of geldboete van de vijfde categorie.

BE: Art. 243 Sw: Iedere persoon die een openbaar ambt uitoefent, die zich schuldig maakt aan knevelarij, door bevel te geven om rechten, taksen, belastingen, gelden, inkomsten of interesten, lonen of wedden te innen, of door die te vorderen of te ontvangen, wetende dat zij niet verschuldigd zijn of het verschuldigde te boven gaan, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van 100 frank tot 50 000 frank of met één van die straffen, en hij kan bovendien, overeenkomstig artikel 33, worden veroordeeld tot ontzetting van het recht om openbare ambten, bedieningen of betrekkingen te vervullen.

# Comparaison des définitions: 3<sup>ème</sup> exemple: *concussion*

BE: Art. 243 CP: Toute personne exerçant une fonction publique, qui se sera rendue coupable de concussion, en ordonnant de percevoir, en exigeant ou recevant ce qu'elle savait n'être pas dû ou excéder ce qui était dû pour droits, taxes, contributions, deniers, revenus ou intérêts, pour salaires ou traitements, sera punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 50 000 francs ou d'une de ces peines, et pourra être condamnée, en outre, à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics, conformément à l'article 33.

FR: CP: § 1 : De la concussion. Art. 432-10 : Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, de recevoir, exiger ou ordonner de percevoir à titre de droits ou contributions, impôts ou taxes publics, une somme qu'elle sait ne pas être due, ou excéder ce qui est dû, est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75000 euros d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait, par les mêmes personnes, d'accorder sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit une exonération ou franchise des droits, contributions, impôts ou taxes publics en violation des textes légaux ou réglementaires.

# Comparaison des régimes: exemples: *la complicité et le vol*

## La complicité

NL: Art. 49 Sr, lid 1: Het maximum van de hoofdstraffen op het misdrijf gesteld wordt bij medeplichtigheid met een derde verminderd.

FR: Art. 121-6: Sera puni comme auteur le complice de l'infraction, au sens de l'article 121-7

## Vol

NL: Art. 310 Sr: Hij die enig goed dat geheel of ten dele aan een ander toebehoort wegneemt, met het oogmerk om het zich wederrechtelijk toe te eigenen, wordt, als schuldig aan diefstal, gestraft met gevangenisstraf van ten hoogste **vier jaren of geldboete van de vierde categorie**.

FR: Art. 311-3 CP: Le vol est puni de **trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende**.

BE: Art. 463 CP: Les vols non spécifiés dans le présent chapitre seront punis d'un emprisonnement d'**un mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs**.

# Conclusion

- **Numérisation nécessaire**
- **mise à disposition d'outils performants**
- **terminologie adaptée**

Merci de votre attention!

Questions?